

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**POLITIQUE SOCIALE RÉGIONALE EN FAVEUR DU HANDICAP
1ÈRE AFFECTATION POUR 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	8
Annexe 1 : Répartition financière MDPH 2023	9
Annexe 2 : Avenants financiers 2023	11
Annexe 3 : fiches projets investissement	28
Annexe 4 : Fiche-projet n° EX065961 modifiée	35

EXPOSÉ DES MOTIFS

1) Participation régionale aux fonds départementaux de compensation des Maisons Départementales des Personnes Handicapées d'Ile-de-France (MDPH)

La Région Île-de-France a fait le choix d'une politique très volontariste en matière de handicap. Elle est ainsi la seule région française à contribuer à hauteur de 2,4 M€ aux fonds départementaux de compensation du handicap des maisons départementales des personnes handicapées franciliennes (MDPH) tant en ce qui concerne les acquisitions d'aides techniques, d'appareillages, que pour l'adaptation des véhicules et des logements au handicap.

Ces fonds départementaux de compensation ont été créés à l'article 64 de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (article L. 146-5 du Code de l'action sociale et des familles). Cette loi pose le principe d'un nouveau droit pour la personne handicapée, le droit à compensation des conséquences de son handicap, quelles que soient l'origine et la nature de sa déficience, son âge ou son mode de vie.

Par délibération n° CP 2023-403 du 10 novembre 2022, la Région a souhaité, pour une durée de trois ans, poursuivre son dispositif relatif à la participation régionale aux fonds de compensation des maisons départementales des personnes handicapées.

Aussi, conformément au cadre conventionnel mentionné ci-dessus, il est proposé dans ce rapport :

- D'adopter les avenants financiers indiquant le montant prévisionnel de la dotation 2023 pour chacune des MDPH. Ce montant est calculé proportionnellement au nombre de bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et l'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP) de chaque département pour l'année 2021¹ et présenté sous forme de tableau en annexe 1 de la présente délibération. Les avenants financiers sont présentés en annexe 2 de cette même délibération.
- D'affecter la première enveloppe de l'exercice 2023, soit 60 % du montant prévisionnel maximum fixé à 2,4 M€, au profit des 8 MDPH franciliennes pour un montant total de **1 440 000 €** sur le programme HP 425-005, « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2023.

2) Affectation de subventions pour des projets en investissement dans le cadre du dispositif « Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance »

Ce rapport a également pour objet de proposer **3** aides en investissement, détaillées en annexe 3, pour un montant total d'autorisations de programme de **704 000 €**, sur le programme HP 425-005, « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2023.

1 Taux de bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ou de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP), au 31/12/2020 source Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

3) Rectification d'une fiche-projet

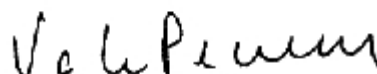
Une erreur s'est glissée sur l'intitulé du projet de l'association ARTS CONVERGENCE (AV EX065961) présenté dans le rapport CP2022-321 du 23 septembre 2022 il fallait lire « **ARTS CONVERGENCES-Projet La Main Tendue** » au lieu de « **ARTS CONVERGENCES- Projet De Vive Voix** ». Il est proposé la rectification de cette fiche-projet en annexe 4 de la présente délibération.

4) Modification des conventions

Les conventions proposées au vote intègrent les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

POLITIQUE SOCIALE RÉGIONALE EN FAVEUR DU HANDICAP

1ÈRE AFFECTATION POUR 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

2VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L114-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU La délibération n° CR 2017-45 du 9 mars 2017 modifiée relative à la participation régionale aux fonds départementaux de compensation du handicap ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région solidaire » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 relative à la mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 7ème rapport pour 2018 ;

VU La délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale en faveur du handicap et des MDPH 5ème affectation pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-160 du 22 mai 2019 modifiée par délibération n° CP 2020-450 du 18 novembre 2020 relative à la politique régionale en faveur de la santé en Ile-de-France - troisième affectation pour 2019 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2022-321 du 23 septembre 2022 relative à la politique régionale en faveur du handicap ;

VU la délibération n° CP 2022-403 du 10 novembre 2022 relative à la politique régionale en faveur du handicap ;

Vu la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-011 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Attribution de subventions au profit des Maisons Départementales des Personnes Handicapées franciliennes

Décide de participer, au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement des fonds départementaux de compensation des MDPH franciliennes, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 440 000 €**, selon la répartition financière figurant en annexe 1.

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, d'avenants financiers présentés en annexe 2 à la présente délibération, conformément aux dispositions de la convention adoptée par délibération n° CP 2022-403 du 10 novembre 2022 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 440 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 425 « Personnes handicapées », programme HP 425-005, « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2023.

Article 2 : Soutien dans le cadre du dispositif « Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance »

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance », au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de **3** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **704 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type relevant de la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **704 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 425 « Personnes handicapées », programme HP 425-005, « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap », au titre du budget 2023.

Article 3 : Régularisation par suite d'une erreur de saisie

Approuve la modification de la fiche-projet n° EX065961, adoptée par la délibération n° CP 2022-321 du 23 septembre 2022, telle que présentée en annexe 4 à la présente délibération.

Article 4 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Répartition financière MDPH 2023

REPARTITION AU PROFIT DES MDPH FRANCILIENNES POUR 2023

MDPH	Nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'ACTP ¹	Pourcentage régional	Montant de l'enveloppe prévisionnelle pour 2023	Première affectation de 60 % de janvier 2023
PARIS	8355	16,34%	392 132 €	235 280 €
SEINE-ET-MARNE	6297	12,31%	295 541 €	177 325 €
YVELINES	5873	11,49%	275 641 €	165 384 €
ESSONNE	5647	11,04%	265 034 €	159 022 €
HAUTS-DE-SEINE	6316	12,35%	296 433 €	177 859 €
SEINE-SAINT-DENIS	8566	16,75%	402 034 €	241 220 €
VAL-DE-MARNE	5773	11,29%	270 948 €	162 568 €
VAL-D'OISE	4309	8,43%	202 237 €	121 342 €
Total	51136		2 400 000 €	1 440 000 €

¹ données au 31 décembre 2021 (Article L245-1 - Code de l'action sociale et des familles)

Annexe 2 : Avenants financiers 2023

**AVENANT FINANCIER
À LA CONVENTION N° CP 2022-403 FIXANT LES MODALITÉS DE LA PARTICIPATION
RÉGIONALE AU FONDS DÉPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNÉE 2023**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS,
ayant son siège à, 69 Rue de la Victoire 75009 PARIS
Représentée par, Lamia EL AARAJE La Présidente de la Comex de la MDPH de Paris,
ci-après dénommée « la Maison Départementale des Personnes Handicapées de Paris »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Paris sont régies par la convention n° CP 2022-403, en vertu de la délibération N°CP 2022-403 du 10 novembre 2022 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH, au titre de l'action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap » du programme HP 425-005 (142 005) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2023 à **392 132 €**

Données de référence	Résultat
- 8 355 Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département ¹	16,34 % de la population régionale de référence X 2 400 000 € = 392 132 €
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020) : 51 136	

¹ Données au 31 décembre 2021 (Article L245-1 - Code de l'action sociale et des familles)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Saint-Ouen-sur-Seine le 25 janvier 2023,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH de Paris

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Lamia EL AARAJE
La Présidente de la Comex de la MDPH de
Paris

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France**

**La Directrice Générale adjointe
Du Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de sécurité**

Aleksandra NICOLLE

**AVENANT FINANCIER
À LA CONVENTION N° CP 2022-403 FIXANT LES MODALITÉS DE LA PARTICIPATION
RÉGIONALE AU FONDS DÉPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNÉE 2023**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-ET-MARNE,
ayant son siège à, 16, rue de l'Aluminium 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE
Représentée par, Bernard COZIC Le Président Délégué de la MDPH de Seine-et-Marne,
ci-après dénommée « la Maison Départementale des Personnes Handicapées de Seine-et-Marne »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Seine-et-Marne sont régies par la convention n° CP 2022-403, en vertu de la délibération N°CP 2022-403 du 10 novembre 2022 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH, au titre de l'action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap » du programme HP 425-005 (142 005) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2023 à **295 541 €**

Données de référence	Résultat
- 6 297 Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département ¹	12,31 % de la population régionale de référence X 2 400 000 € = 295 541 €
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020) : 51 136	

¹ Données au 31 décembre 2021 (Article L245-1 - Code de l'action sociale et des familles)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Saint-Ouen-sur-Seine le 25 janvier 2023,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH de Seine-et-Marne

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Bernard COZIC
Le Président Délégué de la MDPH de
Seine-et-Marne

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France**

**La Directrice Générale adjointe
Du Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de sécurité**

Aleksandra NICOLLE

**AVENANT FINANCIER
À LA CONVENTION N° CP 2022-403 FIXANT LES MODALITÉS DE LA PARTICIPATION
RÉGIONALE AU FONDS DÉPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNÉE 2023**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES YVELINES,
ayant son siège à, Hôtel du département- 2 Place André Mignot 78012 VERSAILLES Cedex
Représentée par, Marie-Hélène AUBERT La Présidente du GIP MDPH 78 par délégation,
ci-après dénommée «la Maison Départementale des Personnes Handicapées des Yvelines »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH des Yvelines sont régies par la convention n° CP 2022-403, en vertu de la délibération N°CP 2022-403 du 10 novembre 2022 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH, au titre de l'action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap » du programme HP 425-005 (142 005) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2023 à **275 641 €**

Données de référence	Résultat
- 5 873 Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département ¹	11,49 % de la population régionale de référence X 2 400 000 € = 275 641 €
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020) : 51 136	

¹ Données au 31 décembre 2021 (Article L245-1 - Code de l'action sociale et des familles)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Saint-Ouen-sur-Seine le 25 janvier 2023,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH des Yvelines

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Marie-Hélène AUBERT
La Présidente du GIP MDPH 78 par
délégation

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France**

**La Directrice Générale adjointe
Du Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de sécurité**

Aleksandra NICOLLE

**AVENANT FINANCIER
À LA CONVENTION N° CP 2022-403 FIXANT LES MODALITÉS DE LA PARTICIPATION
RÉGIONALE AU FONDS DÉPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNÉE 2023**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE L'ESSONNE,
ayant son siège à, 93 Rue Henri Rochefort 91000 EVRY
Représentée par, Francois DUROVRAY Le President du GIP de la MDPH de l'Essonne,
ci-après dénommée «la Maison Départementale des Personnes Handicapées de l'Essonne »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de l'Essonne sont régies par la convention n° CP 2022-403, en vertu de la délibération N°CP 2022-403 du 10 novembre 2022 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH, au titre de l'action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap » du programme HP 425-005 (142 005) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2023 à **265 034 €**

Données de référence	Résultat
- 5 647 Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département ¹	11,04 % de la population régionale de référence X 2 400 000 € = 265 034 €
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020) : 51 136	

¹ Données au 31 décembre 2021 (Article L245-1 - Code de l'action sociale et des familles)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Saint-Ouen-sur-Seine le 25 janvier 2023,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH de l'Esonne

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Francois DUROVRAY
Le Président du GIP de la MDPH de
l'Esonne

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France**

**La Directrice Générale adjointe
Du Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de sécurité**

Aleksandra NICOLLE

**AVENANT FINANCIER
À LA CONVENTION N° CP 2022-403 FIXANT LES MODALITÉS DE LA PARTICIPATION
RÉGIONALE AU FONDS DÉPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNÉE 2023**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES HAUTS-DE-SEINE,
ayant son siège à, 2 Rue Rigault 92000 NANTERRE
Représentée par, Véronique BERGEROL La Présidente de la Commission Exécutive de la MDPH
des Hauts-de-Seine,
ci-après dénommée « la Maison Départementale des Personnes Handicapées des Hauts-de-Seine »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH des Hauts-de-Seine sont régies par la convention n° CP 2022-403, en vertu de la délibération N°CP 2022-403 du 10 novembre 2022 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH, au titre de l'action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap » du programme HP 425-005 (142 005) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2023 à **296 433 €**

Données de référence	Résultat
- 6 316 Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département ¹	12,35 % de la population régionale de référence X 2 400 000 € = 296 433 €
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020) : 51 136	

¹ Données au 31 décembre 2021 (Article L245-1 - Code de l'action sociale et des familles)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Saint-Ouen-sur-Seine le 25 janvier 2023,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH des Hauts-de-Seine

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Véronique BERGEROL
La Présidente de la Commission Exécutive
de la MDPH des Hauts-de-Seine

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

**La Directrice Générale adjointe
Du Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de sécurité**

Aleksandra NICOLLE

**AVENANT FINANCIER
À LA CONVENTION N° CP 2022-403 FIXANT LES MODALITÉS DE LA PARTICIPATION
RÉGIONALE AU FONDS DÉPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNÉE 2023**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-SAINT-DENIS,
ayant son siège à, 7-11 Rue Erik Satie 93000 BOBIGNY
Représentée par, Stéphane BLANCHET Le Président de la MDPH de Seine-saint-Denis,
ci-après dénommée «la Maison Départementale des Personnes Handicapées de Seine-Saint-Denis »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH de Seine-Saint-Denis sont régies par la convention n° CP 2022-403, en vertu de la délibération N°CP 2022-403 du 10 novembre 2022 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH, au titre de l'action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap » du programme HP 425-005 (142 005) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2023 à **402 034 €**

Données de référence	Résultat
- 8 566 Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département ¹	16,75 % de la population régionale de référence X 2 400 000 € = 402 034 €
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020) : 51 136	

¹ Données au 31 décembre 2021 (Article L245-1 - Code de l'action sociale et des familles)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Saint-Ouen-sur-Seine le 25 janvier 2023,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH de Seine-Saint-Denis

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Stéphane BLANCHET
Le Président de la MDPH de Seine-saint-Denis

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

**La Directrice Générale adjointe
Du Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de sécurité**

Aleksandra NICOLLE

**AVENANT FINANCIER
À LA CONVENTION N° CP 2022-403 FIXANT LES MODALITÉS DE LA PARTICIPATION
RÉGIONALE AU FONDS DÉPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNÉE 2023**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-DE-MARNE,
ayant son siège à, 7-9 Voie Félix Eboué 94000 CRETEIL
Représentée par, Odile SEGURET La Présidente de COMEX de la MDPH du Val-de-Marne,
ci-après dénommée « la Maison Départementale des Personnes Handicapées du Val de Marne »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH du Val-de-Marne sont régies par la convention n° CP 2022-403, en vertu de la délibération N°CP 2022-403 du 10 novembre 2022 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH, au titre de l'action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap » du programme HP 425-005 (142 005) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2023 à **270 948 €**

Données de référence	Résultat
- 5 773 Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département ¹	11,29 % de la population régionale de référence X 2 400 000 € = 270 948 €
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020) : 51 136	

¹ Données au 31 décembre 2021 (Article L245-1 - Code de l'action sociale et des familles)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Saint-Ouen-sur-Seine le 25 janvier 2023,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH du Val-de-Marne

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Odile SEURET
La Présidente de COMEX de la MDPH du
Val-de-Marne

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-
France**

**La Directrice Générale adjointe
Du Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de sécurité**

Aleksandra NICOLLE

**AVENANT FINANCIER
À LA CONVENTION N° CP 2022-403 FIXANT LES MODALITÉS DE LA PARTICIPATION
RÉGIONALE AU FONDS DÉPARTEMENTAL DE COMPENSATION DU HANDICAP
POUR L'ANNÉE 2023**

Entre

LA REGION ILE-DE-FRANCE,
sise, 2, rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente,
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

LA MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-D'OISE,
ayant son siège à, 2 avenue du Parc CS 20201 95032 CERGY-PONTOISE CEDEX
Représentée par, Laetitia BOISSEAU La Présidente déléguée de la COMEX de la MDPH du Val-
d'Oise,
ci-après dénommée «la Maison Départementale des Personnes Handicapées du Val d'Oise »

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

Les relations entre la Région et la MDPH du Val-d'Oise sont régies par la convention n° CP 2022-403, en vertu de la délibération N°CP 2022-403 du 10 novembre 2022 modifiée par les dispositions de la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} :

Le montant de la dotation annuelle maximale à verser au bénéfice de la MDPH, au titre de l'action 142 005 05 « Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap » du programme HP 425-005 (142 005) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap » s'élève, pour l'année 2023 à **202 237 €**

Données de référence	Résultat
- 4 309 Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans le département ¹	8,43 % de la population régionale de référence X 2 400 000 € = 202 237 €
- Nb de bénéficiaires PCH/ACTP dans la Région (données CNSA de l'année 2020) : 51 136	

¹ Données au 31 décembre 2021 (Article L245-1 - Code de l'action sociale et des familles)

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention précitée demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires, à Saint-Ouen-sur-Seine le 25 janvier 2023,

Pour la Région Ile-de-France

Pour la MDPH du Val-d'Oise

Valérie PECRESSE
la Présidente du Conseil régional

Laetitia BOISSEAU
La Présidente déléguée de la COMEX de la
MDPH du Val-d'Oise

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

**La Directrice Générale adjointe
Du Pôle politiques sportives, de santé,
de solidarité et de sécurité**

Aleksandra NICOLLE

Annexe 3 : fiches projets investissement

DOSSIER N° EX069282 - Création d'un « Habitat inclusif » sous forme de « coliving » situé au 63-65, rue hoche à Colombes (92).

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-425-2324-142005-300

Action : 14200505- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	3 884 000,00 € TTC	7,72 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PIERRE PROFESSION DE SANTE

Adresse administrative : 10 RUE DE VALMY
92800 PUTEAUX

Statut Juridique : Société Civile Immobilière

Représentant : Monsieur ERIC BERTRAND, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Création d'un « Habitat inclusif » sous forme de « coliving » situé au 63-65, rue hoche à Colombes (92).

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 1 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de pouvoir ouvrir cet habitat inclusif à la fin premier semestre 2023, la SCI « PIERRE PROFESSION DE SANTÉ » a dû faire les travaux, et l'équipement de ce nouvel habitat en urgence avant la date de la commission permanente.

Description :

L'association Fratrie, créée en décembre 2020, a pour objet de porter et soutenir toute action d'intérêt général en faveur des personnes les plus fragiles, en particulier les personnes porteuses d'un handicap et notamment dans le domaine du logement. Aussi, elle a développé une formule originale d'habitat partagé sous forme de « coliving ».

Le Coliving type porté par l'association repose sur une maison, un immeuble ou un appartement avec un espace extérieur comprenant : un Coliving (accueillant 12 personnes), 12 unités de vie privatives (une, a minima accessible à des personnes à mobilité réduite), des espaces communs de 100 m², un appartement dédié au salarié Animateur de la Vie Sociale et Partagée et sa famille soit une surface minimale totale de 450 m². L'association est déjà présente à Nantes et à Rennes.

L'association a été lauréate de l'Appel à manifestation d'intérêt « développement de l'habitat inclusif - aide à la vie partagée » du département des Hauts-de-Seine pour la création de 8 habitats inclusifs.

L'association a pu identifier une maison de ville de la fin du XIXème siècle disposant de 3 plateaux de 100 m2 habitable et un RDJ de 100 m2 en cœur de ville et à 300 m de la gare de Colombes.

Elle a fait appel à un investisseur privé solidaire la MACSF, via sa filiale la SCI « PIERRE PROFESSION DE SANTÉ ». Ainsi, fin juillet 2022, cette SCI s'est substituée à l'association pour acquérir cet ensemble immobilier situé au 63- 65, rue Hoche à COLOMBES afin de le mettre à disposition du projet moyennant un bail avec un loyer très modéré. La SCI sera également le porteur des travaux d'aménagement et de l'équipement matériel et mobilier de ce nouvel habitat inclusif.

Les travaux à entreprendre visent la création et l'équipement des 8 chambres individuelles, des espaces de vie commune, de la cuisine adaptée et du studio isolé pour l'Animateur de la Vie Sociale et Partagée (AVP). Ce projet d'habitat a été coconstruit avec ses futurs habitants, son animation sera l'œuvre de l'animateur de la vie sociale et partagée.

Ce projet vise à l'autonomie des personnes en situation de handicap et répond au règlement d'intervention en matière d'innovation par sa dimension « accompagnement renforcé pour le maintien à domicile.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale est fixée à 50 % maximum des dépenses éligibles, dans la limite d'un plafond de 300 000 €.

Localisation géographique :

- COLOMBES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	3 260 000,00	83,93%
Travaux et charges afférentes	624 000,00	16,07%
Total	3 884 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	300 000,00	7,72%
Fonds propres	3 584 000,00	92,28%
Total	3 884 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX069632 - extension d'une maison de vacances adaptée à Grenois (58)

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-425-2324-142005-300

Action : 14200505- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	659 493,00 € TTC	45,49 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION OHALEI YAACOV LE
SILENCE DES JUSTES
Adresse administrative : 18 RUE GOUBET
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick Samuel WILDBAUM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : extension de la maison de vacances à Grenois (58) pour l'accueil d'adultes en situation de TSA très complexes

Dates prévisionnelles : 27 janvier 2023 - 27 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Silence des Justes est une association gestionnaire d'ESMS créée en 1996.

Son objectif est d'accompagner dans les meilleures conditions possibles le développement des enfants, adolescents et adultes avec autisme ou atteints de Troubles apparentés.

Le projet consiste en l'agrandissement d'une maison de vacances "adaptée" à l'extérieur de l'Île de France, dans un petit hameau à Grénois en Bourgogne. Cet aménagement permettra l'accueil de 14 adultes franciliens sur des périodes de week-end, de vacances, ou plus en fonction des situations qui peuvent se présenter.

Le gîte peut accueillir 16 jeunes à la fois et est ouvert toute l'année, sachant que la règle est le « un pour un », c'est-à-dire un accompagnateur par bénéficiaire.

Le projet proposera une autre modalité d'accueil pour des personnes avec TSA sévère ayant un parcours jonché de rupture. Il va permettre d'offrir des solutions alternatives : à une hospitalisation psychiatrique, pour accueillir un adulte qui est en attente de place dans une structure spécialisée, pour soulager une

famille qui a besoin de répit ou pour faire face à une situation d'urgence (hospitalisation d'un parent, rupture d'accueil dans une structure...)

Il va permettre aux résidents d'évoluer en collectivité à effectif réduit tout en ayant un chez-soi.

La maison se trouve au milieu d'un domaine agricole propice à l'épanouissement et à une éventuelle professionnalisation. La vie en campagne peut aider à la remédiation cognitive, à l'apprentissage d'habilités sociales. Le but est de créer un lieu de vie favorisant le développement de l'autonomie et l'ouverture sur la campagne. Un des objectifs est de permettre aux résidents de pouvoir faire des projets semi professionnels et des stage en vu d'une insertion professionnelle dans le monde de l'agriculture (paysagisme, bois, lien avec les animaux).

Ce projet est éligible aux critères du RI par ses dimensions :

- innovation sociale
- Réponse accompagnée pour tous
- passerelles entre dispositifs enfants et dispositifs adultes

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	494 085,00	74,92%
Etudes et honoraires	49 408,00	7,49%
Achats équipements et fournitures diverses	116 000,00	17,59%
Total	659 493,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	300 000,00	45,49%
Fonds propres	30 585,00	4,64%
emprunt CDC	328 908,00	49,87%
Total	659 493,00	100,00%

DOSSIER N° EX069711 - travaux d'aménagement et équipement du Centre thérapeutique - ASSOCIATION 111

Dispositif : Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance (n° 00001138)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-425-2324-142005-300

Action : 14200505- Région solidaire en faveur des personnes en situation de handicap

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures innovantes dans les domaines du handicap et de la dépendance	208 000,00 € TTC	50,00 %	104 000,00 €
Montant total de la subvention			104 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION 111

Adresse administrative : 15 RUE MONTMARTRE
75001 PARIS 1ER ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame CECILE TLILI, Secrétaire générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le centre du Neurogroupe à Clichy a fermé ses portes fin mars 2022.

Il était donc urgent d'ouvrir le centre thérapeutique de Levallois pour la rentrée 2022 et répondre au plus vite à la demande de nouvelles familles et des familles qui fréquentaient le centre de Clichy. Une opportunité a également été saisie : bail qui répondait aux critères de localisation, de surface et aux critères économiques du projet.

Description :

L'Association 111, association d'intérêt général, opère et développe des structures innovantes pour l'accompagnement éducatif et thérapeutique des enfants et adolescents porteurs de troubles du neurodéveloppement.

L'Association 111 aménage, au sein de ses locaux à Levallois-Perret, un centre thérapeutique et d'activités. Ce lieu rassemblera des thérapeutes et intervenants spécialisés (neuropsychologue, psychomotricien, ergothérapeute, art thérapeute, musicothérapeute, médiatrice en danse et motricité adaptée, intervenant en ateliers

d'écriture et d'éloquence...), dans des espaces spécialement adaptés pour répondre aux spécificités sensorielles des enfants neuroatypiques.

Les interventions proposées visent à développer les capacités motrices, sensorielles, comportementales

et cognitives des enfants présentant des troubles du neurodéveloppement, afin de faciliter leur développement et leur inclusion dans la société.

Le centre est ouvert aux élèves de l'École WALT mais aussi à tous les enfants neuro-atypiques d'Ile-de-France.

La demande de subvention porte sur les travaux d'aménagement et sur l'équipement du centre thérapeutique :

- Modification des espaces existants en espaces d'activités et cabinets thérapeutiques,
- Travaux d'adaptation pour répondre aux besoins spécifiques, notamment : modification de l'éclairage, choix des couleurs et matériaux, isolation phonique, répondant aux particularités sensorielles des enfants présentant un trouble du spectre autistique
- Équipement des espaces de motricité et d'activité (salles de psychomotricité, d'art-thérapie et de musico-thérapie).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	108 000,00	51,92%
Etudes et honoraires	39 000,00	18,75%
Achats équipements et fournitures diverses	61 000,00	29,33%
Total	208 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	104 000,00	50,00%
Subvention et aide privée (attribuée)	15 000,00	7,21%
Fonds propres	15 000,00	7,21%
Emprunt	74 000,00	35,58%
Total	208 000,00	100,00%

Annexe 4 : Fiche-projet n° EX065961 modifiée

DOSSIER N° EX065961 - ARTS CONVERGENCES-Projet La Main Tendue

Dispositif : Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap (n° 00001170)

Délibération Cadre : CR2019-033 du 28/05/2019

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide pour l'effectivité des droits culturels des personnes en situation de handicap	49 218,00 € TTC	40,64 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARTS CONVERGENCES

Adresse administrative : 6 RUE ROYALE
78000 VERSAILLES

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame LAURENCE DUPIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Projet La Main Tendue

Dates prévisionnelles : 25 mai 2022 - 25 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Pour élaborer ce projet, l'association, qui est en lien avec de nombreux partenaires, a dû le mettre en place en urgence.

Description :

L'association Arts Convergences s'est constituée en 2013 pour favoriser de nouvelles dynamiques entre artistes, collectivités locales et structures de soins en psychiatrie, afin d'accompagner les personnes en situation de handicap psychique dans des projets artistiques, individuels et collectifs, qui participent à la lutte contre la stigmatisation, favorisent leur rétablissement et leur insertion.

Les interventions prennent la forme d'ateliers d'arts plastiques et visuels et donnent lieu à l'organisation d'expositions et d'événements dans des sites patrimoniaux de premier plan, offrant ainsi aux oeuvres et aux artistes une grande visibilité.

Le projet "la main tendue" est né à l'occasion d'une création en cours au Théâtre Coluche à Plaisir "La cabane de l'architecte ou la main tendue de Le Corbusier" menée par la troupe Influenscènes en résidence.

Il s'agit de l'histoire de Robert Rebutato à qui Le Corbusier a transmis son amour pour l'architecture ; celui-ci, grâce à son maître se lancera dans un parcours non conventionnel qui le mènera de simple manoeuvre à architecte-décorateur pour l'Atelier Le Corbusier.

Les participants au projet ont accès aux répétitions de la pièce puis des ateliers seront conduits par Les comédiens Oscar Clark et Alain Guillo avec pour objectif la réalisation d'une pièce de 15 minutes sur le thème de la transmission, qui sera jouée en première partie de la Cabane de l'Architecte.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	14 445,00	29,35%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	24 384,00	49,54%
Frais de mission (déplacements, restauration, ...)	1 936,00	3,93%
Frais de communication	2 918,00	5,93%
Frais de fonctionnement (20% max. du fonctionnement global)	5 535,00	11,25%
Total	49 218,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	20 000,00	40,64%
Subvention Département (attribuée)	12 000,00	24,38%
Subvention Etat (sollicitée)	130,00	0,26%
Fonds propres	4 088,00	8,31%
Autres recettes (préciser)	2 500,00	5,08%
Subventions privées (sollicitée)	2 500,00	5,08%
Subventions privées (attribuée)	8 000,00	16,25%
Total	49 218,00	100,00%